

# Françoise-Eugénie Petit

Ce témoignage recueilli en 1996  
a été relu par l'auteur l'été 2005.

Née à Paris le 14 juin 1934, je suis l'aînée d'une famille de trois filles. Mon père était originaire de la Sologne, du monde rural, et ma mère appartenait à un milieu urbain plutôt aisé, avec des attaches périgourdines. Je n'ai pas connu mon grand-père maternel, mort à la guerre de 1914 où il était officier. Mon grand-père paternel, fils d'agriculteur, a d'abord été instituteur dans une école de village semblable à celle décrite dans "Le grand Meaulnes" d'Alain Fournier ; puis il a travaillé comme agent d'assurances pour une mutuelle, en milieu agricole. Mon père, boursier durant toute la durée de ses études, a fait l'École Polytechnique. À la sortie, il a dû intégrer le cadre militaire comme ingénieur, (c'était la règle alors pour les boursiers, à moins de sortir dans les tout premiers rangs pour pouvoir choisir son service public) et il a travaillé là, dans les chemins de fer puis le bâtiment, pour l'essentiel de sa carrière. Plus tard, il est entré au CSTB (Centre Scientifique et Technique du Bâtiment), mais il disait que sa vraie vocation aurait été les Eaux et Forêts, car il était passionné de tout ce qui concernait les bois, leur gestion, le soin des arbres...

## Quelques dates

Recrutée le 1<sup>er</sup> septembre 1965 au titre d'agent contractuel 2B à la station d'Économie et Sociologie rurales de Paris

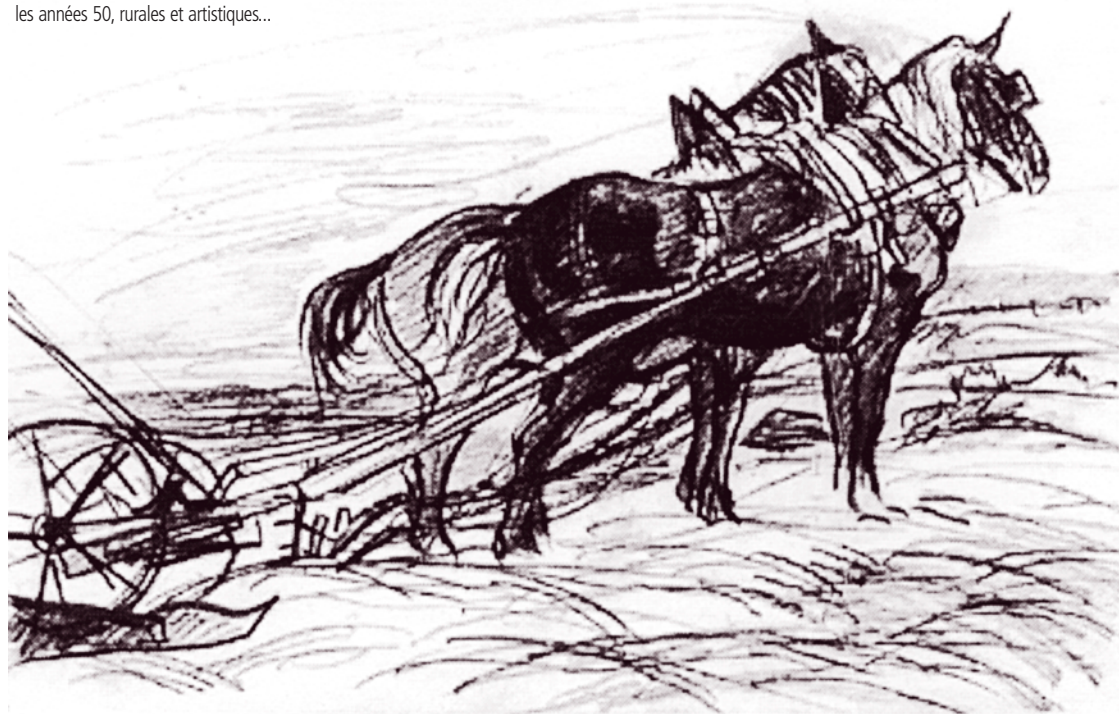
1<sup>er</sup> janvier 1974 : Ingénieur 1B

1<sup>er</sup> janvier 1984 : titularisation en qualité de fonctionnaire, Ingénieur d'études (IE)

1<sup>er</sup> juillet 1997 : mise à disposition du laboratoire CERMOSEM, université Joseph Fourier de Grenoble

Juin 1999 : départ à la retraite.

Dessin de Françoise Eugénie Petit :  
les années 50, rurales et artistiques...



## Qu'est-ce qui t'a menée vers l'agriculture ?

J'ai passé une grande partie de mon enfance dans ce pays de mes grands-parents, situé sur les rives du Cher, à la limite sud de la Sologne : une zone de forêts, d'étangs et de terres à asperges, sableuses et parfois aussi blanches que du sable marin. C'est de là que s'est développée ma vocation agricole. J'y ai vécu pendant une partie de la guerre, de 1939 à fin 1942, puis de retour à Paris, durant ma scolarité j'y passais toutes les vacances, participant à divers travaux agricoles, allant même à la chasse. Là, j'ai appris à tenir un jardin, à traire les vaches et les chèvres, à élever poules et lapins ; cette dernière tâche impliquait de connaître bon nombre de plantes sauvages, car l'été c'était des brouettes entières d'herbe qu'il fallait ramener. Accompagnant mon grand-père à la chasse, j'arpentais le pays, apprenant à connaître les traces des bêtes, leurs habitudes, les ruses pour les approcher, la conduite des chiens... Ce temps était aussi celui des vendanges et des travaux dans les bois où j'apprenais à connaître les champignons. Ce mode de vie rural,

encore assez proche de celui du 19<sup>e</sup> siècle, comportait une certaine part d'autarcie, avec un recyclage complet de tous les déchets ; c'est dans ce contexte que j'ai fait tous mes apprentissages de la vie pratique. À Paris durant ma scolarité, mes préférences allaient à la géographie et aux langues, lieux de découverte de la nature et du monde mais je subissais avec peine la vie en appartement car c'était à la campagne que je voulais vivre, avec l'agriculture pour métier. Ces expériences rurales, très courantes à l'époque, ont développé ma curiosité des choses de la nature et plus généralement du monde et contribué à forger mon sens du concret. Enfin, je pense que mon désir récurrent d'établir un lien entre les activités de recherche et la réalité humaine s'enracine là aussi.

Mon parcours jusqu'à l'INRA a été long, atypique et compliqué. Tout d'abord mon désir de faire une école d'agriculture fut vite désamorcé par ma grand-mère maternelle, urbaine, pour qui un tel avenir "au cul des vaches !" n'était guère pensable. À ma demande d'information - j'avais alors une douzaine d'années -

elle m'a déclaré qu'il fallait faire l'Institut Agronomique pour être ingénieur agronome ; et c'était quoi un agronome (mot nouveau pour moi) ? C'était "un monsieur en blouse blanche qui fait des expériences dans un laboratoire", ce qui était une assez bonne définition d'un chercheur dans les futurs labos de l'INRA. Mais pour moi, être enfermée dans un labo, quelle horreur ! Terminé... Néanmoins, était-ce prophétique ? Car, en fin de compte, j'ai passé une grande partie de mon temps enfermée dans des bureaux de l'INRA... Si j'avais eu l'idée de m'informer plus amplement auprès de mon père en matière d'écoles d'agriculture, mon avenir aurait peut-être été bien différent. Toutefois j'avais aussi, dès le plus jeune âge, une deuxième passion : le dessin et la peinture. Une fois débarrassée des deux bacs de l'époque, j'ai eu la joie de faire trois ans de dessin, peinture, décoration et histoire de l'art, entre 1952 et 1955, dans une école préparant aux Beaux-Arts et au professorat des écoles d'art de la ville de Paris. En outre, depuis l'adolescence, je pratiquais aussi beaucoup la photo. À cette époque, je voulais faire de l'illustration de livres, ce qui demandait encore des années de spécialisations coûteuses et n'offrait guère de débouchés bien assurés. Mon père, qui avait bien soutenu ma vocation artistique, était par ailleurs très soucieux pour ses filles d'un avenir professionnel qui leur assure l'autonomie financière. Il m'a proposé alors de m'inscrire dans une école de secrétariat pour avoir rapidement un métier en main, libre à moi par la suite de m'orienter autrement.

J'ai donc fait, sans aucun enthousiasme et à la bourre - programme complet de deux ans en une seule année - l'école "la Femme Secrétaire" avec stage en entreprise pour la rédaction du mémoire de fin d'études. Ce stage a eu lieu en 1957 au service du personnel d'une grande usine de la région parisienne, la Compagnie des Compteurs de Montrouge. C'est à partir de là que mes orientations ont basculé vers les problèmes de société, entraînant l'abandon de projets artistiques. En effet, j'ai découvert des conditions de vie ouvrières et industrielles : les difficultés et les souffrances des travailleurs, et en particulier celles des nombreux immigrés de cette usine. Affectée au service du personnel, j'ai participé aux cours d'alphabétisation organisés par le conseiller social algérien, et mon mémoire de stage a porté sur la situation des OS (ouvriers spécialisés) maghrébins. Par ailleurs j'avais pu discuter de toutes ces questions avec des responsables de l'ACO (Action Catholique Ouvrière) et de la JOC (Jeunesse Ouvrière Chrétienne). J'avais fait l'essentiel de mes études dans une école catholique où l'on ne plaisantait pas avec la justice : parmi mes souvenirs les plus marquants figure une enseignante d'histoire qui affirmait que la répression contre la Commune de Paris était quelque chose d'abominable et que le capitalisme était une horreur ! Ce n'est pas tombé dans l'oreille d'une sourde. Enfin, pour compléter tout cela, en 1958, lors du pèlerinage à Lourdes de l'ACO, j'ai entendu le Père Lebret, prêtre dominicain, prêcher sur la situation du Tiers-Monde avec une rigueur et une puissance telles, que j'ai pris la décision de m'engager dans ce domaine et de me former en conséquence. Je suis alors entrée à l'IRFED, l'Institut de formation pour le développement que le Père Lebret venait de fonder, comme salariée (secrétaire et standardiste) et en même temps comme étudiante en cours du soir, de 1958 à 1961. Cet enseignement visait à donner des bases en économie et en sciences humaines ainsi qu'une initiation aux grands problèmes de développement du Tiers-Monde et ceci dans l'optique du

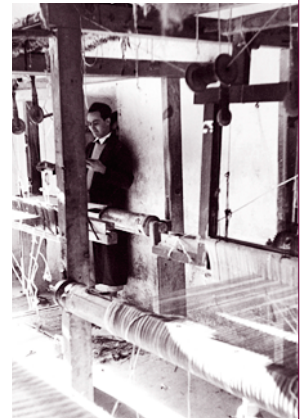
mouvement Économie et Humanisme. Un des points forts de ce mouvement était l'enquête - participation, qui associait les populations à l'étude des projets de développement les concernant. En 1959, je me suis également inscrite au Collège Coopératif dont l'enseignement, destiné aussi aux ressortissants du Tiers-Monde, était plus spécialement axé sur l'économie coopérative et les expériences autogestionnaires. J'étais donc immergée dans les milieux tiers-mondistes. Puis, pour une première prise de contact concrète avec ces réalités, j'ai entrepris un voyage d'études de trois semaines en Tunisie avec Vie Nouvelle (mouvement fondé par d'anciens scouts) durant l'été 1959.

**On peut dire que tu es issue d'un milieu très catholique, tourné beaucoup vers le social, assez progressiste, et que toi-même, par tes goûts et tes attirances, tu as beaucoup travaillé dans ce domaine-là ? Par altruisme, par intérêt pour le Tiers-Monde ?**

En ce qui concerne le milieu, c'est un peu plus complexe : dans la famille de mon père, on n'était pas très croyant ; mon grand-père pas du tout, comme beaucoup d'instituteurs laïcs de son temps, tout en respectant les autres opinions, tandis que dans la vaste tribu de ma mère, la plupart d'entre eux étaient catholiques pratiquants, mais globalement, le respect des gens et le sens de la justice étaient des valeurs de base. Pour mon compte, je regardais autour de moi la vie, j'étais curieuse de tout, du monde, de sorte que je faisais sans cesse des découvertes inattendues. Quant aux raisons de mes engagements dans la société, elles découlaient logiquement des exigences de justice de la foi et la fréquentation de militants de l'ACO et de la JOC y a contribué pour beaucoup.

**Pour quelle raison n'as-tu pas fait la fac de Droit et de Sciences économiques puisque tu t'intéressais à l'économie ?**

Les questions juridiques, que j'avais un peu approchées à l'école de secrétariat, me rebutaient tellement alors, que je n'aurais jamais eu l'idée d'aller dans cette direction si l'on m'en avait parlé ; mais surtout, j'étais très attirée par les questions socio-économiques et la géographie. En matière de diplôme, une licence en géographie humaine ou en sociologie n'était pas envisageable, car, outre les problèmes d'accès aux cours parallèlement à une activité professionnelle, il m'aurait fallu à l'époque commencer par l'année dite de propédeutique, préparatoire à toute licence, avec du latin obligatoire pour faire de la géographie ! Je me suis alors tournée vers l'EPHE (École Pratique des Hautes Études), devenue depuis l'EHESS, seule voie possible pour les personnes n'ayant pas suivi un cursus universitaire normal : après deux ans d'un cours sur un thème précis, on préparait un mémoire qui consistait en une recherche menée dans le champ étudié. Ce mémoire avait valeur d'une maîtrise pour entrer dans les organismes de recherches mais pas pour l'enseignement. À la suite de mon voyage en Tunisie, je me suis inscrite en géographie humaine, au cours sur le Maghreb et les pays arabes de monsieur Pierre Marthelot. Mon mémoire a porté sur le tissage du coton dans le Sahel tunisien. Monsieur Marthelot m'avait proposé ce sujet car le premier complexe industriel textile tunisien venait de s'implanter à Ksar-Hellal, près de Sousse, au cœur d'une très forte concentration d'artisans tisserands ; il s'agissait de voir l'impact de cette industrie sur l'économie arti-



Tunisie : un tisserand à Ksar-Hellal, fabricant des sarafis (voiles en soie artificielle), 1960.

Les photos de cet entretien ont été communiquées et réalisées par Françoise-Eugénie Petit, sauf pages 57 et 67.

sanale. Ce thème correspondait à mon désir de m'initier aux problèmes de développement. J'ai donc passé trois mois à Ksar-Hellal, d'octobre à décembre 1960. Ce fut à tous points de vue une expérience très réussie, grâce à d'excellents contacts humains : un directeur d'école tunisien m'avait prêté le logement de fonction qu'il n'utilisait pas et j'ai pu faire mes enquêtes avec l'aide d'instituteurs tunisiens francophones comme interprètes. Ce fut une découverte plus poussée du pays sous ses divers aspects (climat, agriculture, économie...), l'expérience d'autres modes de vie, d'organisation sociale et de culture, le développement de liens d'amitié avec des personnes très diverses, et enfin une initiation sur le terrain à des questions socio-économiques et à des processus concrets de développement. De retour à Paris, en 1961, par l'intermédiaire de mon professeur monsieur Marthelot, j'ai travaillé quelque temps pour la Revue *Tiers-Monde* et l'IEDES, à une bibliographie sur la réforme agraire en République Arabe Unie (la RAU qui réunissait en 1957 l'Égypte et la Syrie). Ceci a été l'occasion d'aborder des problèmes agricoles dans un contexte tout à fait nouveau. Quatre ans plus tard, je suis entrée à l'INRA grâce à ce diplôme de l'EPHE préparant à la recherche, mais entre-temps je n'ai pas trouvé la possibilité de partir en coopération "technique" comme on la nommait alors. En effet, à l'époque, la demande tunisienne concernait principalement l'enseignement et, à la suite de mes recherches, il ne m'avait été proposé qu'un poste d'institutrice pour lequel je n'avais aucune compétence. Par ailleurs, j'avais acquis la conviction, lors de mon travail à Ksar-Hellal, que la gestion des problèmes du développement était essentiellement du ressort de la société tunisienne, laquelle en avait aussi la meilleure connaissance. Je ne voyais pas d'emblée quelle contribution j'aurais pu y apporter. Pour continuer dans cette voie de la coopération, il m'aurait fallu intégrer une équipe en mesure d'utiliser mes compétences acquises dans le cadre de l'EPHE, mais, à l'époque, la recherche tunisienne en sciences sociales était encore embryonnaire. J'ai donc renoncé à mon projet de travail dans le Tiers-Monde et décidé de revenir aux questions rurales françaises. Monsieur Marthelot m'a alors orientée vers le Centre d'Études Économiques (rattaché à l'EPHE) dirigé par le professeur Pierre Coutin. Fin 1962, je suis donc partie avec une équipe en Lozère pour une recherche en économie rurale dont la problématique s'inscrivait dans le cadre de la première loi d'orientation agricole :

Haute Margeride (Lozère) :  
village d'Arzenc-de-Randon, 1963.



connaître le fonctionnement et les problèmes de l'agriculture dans des zones aux conditions naturelles très rudes et ayant subi un fort dépeuplement. Le travail consistait en des enquêtes auprès des agriculteurs et des services agricoles, avec utilisation des cadastres, de la photo aérienne et de diverses sources statistiques, le tout aboutissant à la mise en forme de rapports de synthèse. J'ai participé ainsi à quatre études situées dans les petites régions agricoles de la Margeride, de l'Aubrac et des grands Causses, du département de la Lozère. Nous menions des interviews chez tous les agriculteurs, quels que soient leur âge et la dimension de leur exploitation, et je crois pouvoir dire que certains d'entre eux figuraient parmi les plus déshérités du monde rural français de l'époque. On était alors au creux de la vague consécutive à un long exode rural, qui avait vidé les villages et condamné au célibat forcé un certain nombre d'exploitants agricoles. L'équipement téléphonique se limitait le plus souvent à des cabines publiques de villages, les routes goudronnées étaient rares et certains chemins quasi impraticables ; enfin, il existait encore des lieux sans électricité. La motorisation débutait tout juste dans ces zones de montagne difficiles : on rencontrait encore des attelages de bœufs et une des machines les plus répandues était alors la motofaucheuse tenue par un homme, qui permettait de travailler sur les pentes et sans tracteur.

Sous un climat proche de celui du Québec, certaines fermes isolées, situées jusqu'à 1250 m d'altitude, constituaient la limite de l'habitat permanent pour ces zones. Le film de Mario Ruspoli "Les inconnus de la terre" (1961) donne une image exacte de certaines situations extrêmes rencontrées alors mais il me semble qu'il n'est pas représentatif de l'ensemble de ce milieu. Cette première expérience de terrain m'a profondément marquée et m'a donné des premières bases pluridisciplinaires ainsi qu'une initiation à diverses méthodes de travail, en particulier l'utilisation de la photo aérienne. Je me souviens de la joie que j'ai eue en arrivant en voiture sur une commune de l'Aubrac, à me repérer directement sur le terrain d'après la mémoire des photos aériennes que j'avais longuement observées avant de partir. Toutefois, je me suis lassée de faire ces travaux d'enquête sans voir comment les connaissances acquises donneraient lieu à des actions concrètes de développement que pouvaient attendre ces agriculteurs, lesquels nous recevaient le plus souvent avec intérêt. Enfin, l'absence de réelles perspectives professionnelles (j'étais vacataire) m'a dissuadée de rester dans cette institution. En 1964, je suis entrée à la Documentation Française, au service de la documentation photographique qui établissait des dossiers de géographie pour l'enseignement sur les thèmes les plus variés et dans les cinq continents. J'ai retrouvé là certains de mes centres d'intérêt : la géographie, la curiosité du monde, l'illustration et la photo (il ne s'agissait pas d'en faire mais d'en rechercher dans les grandes agences). Je me suis familiarisée avec de nouvelles problématiques et l'utilisation de nouveaux outils : création de cartes, techniques de l'édition, tout en gardant le projet, à terme, de m'insérer durablement dans la mouvance agricole.

**Parlons maintenant de ton entrée à l'INRA : comment as-tu fait connaissance de cet organisme ? Comment y es-tu entrée ?**

À la suite de mes recherches d'emploi, j'ai eu connaissance de trois possibilités, dont un poste de photographe à la RCP Aubrac

pour lequel je n'avais pas la compétence malgré mon intérêt pour cette activité. À l'INRA, il s'agissait d'un poste de technicien 2B à la station d'Économie et de Sociologie Rurales de Paris, située alors dans le 16<sup>ème</sup> arrondissement, rue de Lasteyrie. J'ai été convoquée par le directeur, monsieur Denis Bergmann, pour un entretien d'embauche durant lequel il m'a beaucoup vanté l'agriculture américaine ultramoderne - je n'avais rien contre - mais surtout, il s'est quelque peu moqué de moi pour avoir travaillé chez des paysans pauvres dans des zones marginalisées. J'étais un peu étonnée, mais j'ai défendu ma position sur le développement de telles sociétés rurales. J'ai alors été embauchée à l'INRA. Puis il m'est arrivé une offre d'emploi provenant d'un laboratoire d'études des oiseaux migrateurs, et celle-là, je l'ai quelque peu regrettée sur le coup... Qui sait ce qu'aurait été mon avenir si elle était arrivée avant ?

**En résumé tu as roulé ta bosse en pas mal d'endroits ; tu étais très curieuse, et puis il fallait bien te caser à un moment et tu as finalement accepté ce poste ?**

Oui, mais ce n'était pas pour me caser que j'ai accepté le poste : j'ai toujours eu le même fil conducteur qui était de travailler dans le domaine de l'agriculture et ce poste m'en offrait la possibilité. Toutefois j'ai été sous-classée à l'embauche sur un poste de technicienne 2B, alors que mon diplôme correspondait à un poste d'ingénieur 1B mais j'ai accepté cette situation, en principe temporaire, puisque je devais être reclassée dès qu'un poste 1B serait attribué à la station. On verra plus loin comment cela s'est passé en réalité...

**Tu es donc recrutée le 1<sup>er</sup> septembre 1965 et tu t'es retrouvée dans les lambris de la rue de Lasteyrie. À quelle équipe as-tu été affectée ?**

**Quel fut ton accueil à l'époque ? Quel travail t'as été confié ?**  
Avant mon affectation, je suis restée en attente trois ou quatre jours dans les lambris de la plus grande salle, avec la recommandation de lire les publications de la station pour me mettre au courant. Je me souviens avoir lu, entre autres, des travaux sur l'économie de l'élevage qui m'avaient bien intéressée. Quand j'ai eu fini, j'ai demandé à voir des travaux sur l'élevage émanant d'autres départements de recherche que l'Économie rurale, car je pensais qu'il pouvait y avoir un lien à faire entre les deux approches. Qu'est-ce que je n'avais pas demandé là ! Je me suis fait dire par le petit groupe amusé, venu voir la tête de la nouvelle recrue, qu'on ne lisait pas les travaux des collègues "techniciens" (traduire les scientifiques des autres disciplines) qualifiés en des termes fort désobligeants... Plus tard, j'ai appris que des collègues "techniciens" rendaient la pareille aux économistes... Néanmoins, tout au long de ma carrière j'ai travaillé dans le cadre d'équipes pluridisciplinaires, regroupant même des chercheurs venant d'autres institutions, mais j'ai très souvent rencontré, parmi les économistes, une stigmatisation de la pluridisciplinarité. J'ai souvent constaté aussi une certaine absence de curiosité pour les grands tournants théoriques pris dans les autres sciences, telle la mécanique quantique, et qui ont eu des retombées sur les rapports entre philosophie et sciences.

J'ai eu la chance d'être affectée tout de suite à l'équipe d'André Brun que j'ai beaucoup apprécié ; j'ai travaillé par la suite avec lui sur d'autres programmes et finalement établi des liens d'a-

mitié avec lui et sa famille. Avec Claude Laurent, membre aussi de cette équipe, j'ai également beaucoup sympathisé. Dans ces débuts, les recherches auxquelles j'ai été associée traitaient principalement de démographie agricole et de transferts fonciers, tant sur les petites régions que pour l'ensemble du territoire. J'ai travaillé aussi à une étude du SCEES (Service Central d'Études Économiques et Statistiques) sur l'agriculture à temps partiel en France. Puis j'ai accepté la charge d'une étude sur la population des ménages agricoles au recensement de 1968. Malheureusement, après le départ de Claude Laurent en mission à l'étranger, les conditions de réalisation de ce travail n'ont pas été remplies, à savoir la livraison de tableaux comportant au moins les pourcentages déjà établis par ordinateur ! Sans interlocuteur sur place - André Brun avait déjà quitté la station de Paris pour celle de Dijon - je ne disposais guère de moyens de pression pour obtenir de travailler dans des conditions normales. J'ai dû faire des mois entiers de calculs interminables sur une vieille machine Olivetti qui, au bout d'un temps respectable et dans un fracas métallique, arrivait enfin à cracher un pourcentage. Pour finir, j'ai donné un article sur le sujet dans une publication de l'INSEE, mais cette détestable expérience a achevé de m'éloigner des travaux d'élaboration de statistiques... Toutefois, ceci ne m'a pas empêchée par la suite de me servir régulièrement de ce type de données ni d'en apprécier tout l'intérêt ; j'ai même eu l'occasion d'y trouver du plaisir ! Dans le cadre d'un document de travail sur l'évolution de 1911 à 1962 de la population active du secteur para-agricole (activités situées en amont et en aval de la production agricole et forestière, pour dire vite), j'ai dû éplucher minutieusement les nomenclatures de métiers utilisées aux divers recensements. Or, à travers cette tâche fastidieuse, j'ai découvert une quantité de métiers traditionnels, témoins d'un monde en partie disparu, qui revivait ainsi dans l'imaginaire...

**Quels sont finalement, avec le recul, les souvenirs que tu gardes de la rue de Lasteyrie ? Comment te voyais-tu dans cette station ?**

Ce n'était pas génial... C'était un lieu assez triste, malgré ses lambris d'ancien hôtel particulier ; ça a été une joie de déménager en 1974, même si le passage Tenaille, le bien nommé ! ... n'était pas non plus très gai. Quel qu'ait pu être leur intérêt, les travaux de statistique n'étaient pas vraiment mon choix. Professionnellement, je ne savais pas encore très bien vers quoi je me dirigerais, car beaucoup d'éléments m'échappaient encore. Toutefois, ces années ont constitué une période de formation durant laquelle je me suis initiée aux méthodes et à la rigueur du travail scientifique, à l'utilisation de sources variées et ceci dans des contextes de travaux assez divers ; les champs concernés durant cette première phase ont été principalement le foncier et la démographie.

L'évènement marquant de cette période fut mai 1968. Là, mon côté libertaire s'en est donné à cœur joie et l'inattendu me convenait parfaitement : les conditions habituelles de vie et de travail étaient abolies et tout cela avait libéré les échanges



Françoise Eugénie Petit au bureau, rue de Lasteyrie, 1967.

entre les gens. Dans mon quartier - j'habitais alors à Belleville - c'était beaucoup plus drôle et plus vivant qu'à la station où l'on passait beaucoup de temps à discuter théorie. D'ailleurs, je vivais tout ce remue-ménage surtout avec les autres techniciens et les secrétaires. Plusieurs commissions s'étaient constituées et dans celle des secrétaires je me souviens avec précision avoir enregistré leur première demande : la création d'un conseil de gestion où elles seraient représentées, lequel a été à l'origine du conseil de station. Par ailleurs, comme il n'y avait plus aucun moyen de transport, je faisais le taxi avec une 4 L de service, munie d'un papier du directeur, pour des personnes qui habitaient dans mon coin. Chaque matin, il fallait ruser pour éviter les embouteillages les plus monstrueux et savoir quels ponts risquaient d'être barrés par les CRS. Le soir, pour terminer, je coupais le moteur et descendais en roue libre toute la rue fort pentue de Ménilmontant, pour économiser l'essence qui commençait à se faire rare. Je rentrais la voiture de service dans la cour de mon immeuble pour qu'il ne lui arrive pas de bricoles pendant la nuit. Comme le quartier était un des plus hauts de Paris et que le son monte, il y eut certaines nuits mouvementées où l'on entendait le pétard des grenades lacrymogènes et les hurlements des étudiants sur les barricades du Quartier Latin !

**Durant cette période t'es-tu fait des amis à l'INRA ou au contraire était-ce un milieu que tu trouvais hostile ?**

C'était très mitigé ; de toute façon, durant toute ma carrière à l'INRA je me suis fait peu de vrais amis ; néanmoins, j'ai établi de très bonnes relations avec bon nombre de personnes que j'ai toujours grand plaisir à retrouver, mais parmi lesquelles figurent malheureusement assez peu de chercheurs. En effet, dans ce milieu et pour ma génération (c'est différent aujourd'hui), le fait d'être une femme était une contre-indication majeure à une intégration, et d'autres que moi en ont fait la dure expérience. À l'époque, le nombre de postes de chercheurs occupés par des femmes était infime au département ESR.

C'est surtout dans le cadre syndical que je me suis fait beaucoup de relations et que j'ai appris le plus de choses sur la vie à l'INRA et tout ce qui s'y passait, ceci en mangeant des sandwiches avec les conducteurs de tracteurs comme avec les chefs de labos lors des conseils nationaux de la CFDT, ou bien lors des diverses délégations syndicales aux services centraux. À mon entrée à l'INRA, j'avais déjà une carte syndicale sans plus ; après mai 68, la CFDT a été le lieu de mon grand éveil politique. À l'époque, l'ambiance y était libertaire, autogestionnaire, anti-hiérarchique ; on y trouvait des féministes, des tiers-mondistes, et j'en passe... ça y allait gaiement, et moi j'étais dans mon élément ! Au moins là, on appelait un chat un chat et on n'avait pas deux poids deux mesures pour juger une situation selon qu'il s'agissait d'un pays ou d'un autre. En 1969, je suis entrée au conseil national du syndicat de l'INRA, où j'ai fait deux mandats, jusqu'en 1975. J'ai fait partie aussi un certain temps du bureau national, ce qui impliquait des réunions tous les quinze jours à Versailles ou à Jouy. En 1970, j'ai eu la chance d'assister au 35<sup>ème</sup> congrès confédéral, congrès très important dans l'histoire de la centrale, et qui a été pour moi un moment très fort et décisif. J'y suis allée à titre d'invitée, non de déléguée, car j'avais réalisé, à la demande d'une commission confédérale, un rapport destiné aux congressistes sur les échanges entre la France et le Tiers-Monde.

À l'INRA, mes souvenirs syndicaux les plus marquants sont les grandes grèves et manifestations : en 1974, la grève des ouvriers agricoles pour obtenir le statut de contractuel de la fonction publique comme les autres personnels techniques de l'INRA ; plus tard, celle des administratives pour le droit à la prime de participation à la recherche qui n'était alors perçue que par les scientifiques, les ingénieurs et les techniciens, puis la lutte contre la transformation de l'INRA en EPIC (Établissement public à caractère industriel et commercial). Enfin, il y a eu l'action de longue haleine pour faire libérer notre collègue Jean-Paul Chabert, coopérant en Tunisie, qui avait été emprisonné dans le cadre du procès fait à des intellectuels tunisiens à cette époque. Cette action m'a mobilisée pendant des mois. Durant toutes ces années mouvementées, j'ai participé à diverses formations syndicales confédérales sur toutes sortes de thèmes d'actualité. Elles se tenaient le plus souvent à l'institut de formation de la CFDT à Bierville près de Paris, et c'était l'occasion de rencontres passionnantes avec des gens de toutes professions, tous milieux et tous pays. Ces échanges m'aidaient aussi à tenir le coup à la station car le travail de recherche, déjà très exigeant en concentration mentale, était sans cesse perturbé par les nécessités de l'action syndicale et par les retombées de cet engagement à la CFDT, lequel fut pour moi une cause durable de marginalisation.

**Cela t'a valu une image négative ?**

Eh oui ! Au départ, j'étais le seul membre de ce syndicat "gauchiste" comme cela fut dit en riant lors d'une AG de mai 68. Cependant, quand il s'est avéré que c'était du sérieux, ça s'est gâté. À cette époque, les conflits en matière de théories étaient violents et les jugements sans appel. L'essentiel, pour être acceptée par le groupe dominant, était la soumission sans conditions à leurs positions idéologiques et scientifiques ; il fallait "être sur des bases correctes" selon l'expression souvent employée alors. Ce minimum requis était l'adhésion au matérialisme dialectique et en même temps la syndicalisation à la CGT, où se retrouvait par ailleurs la majorité des chercheurs ; par la suite, est venue s'y ajouter la référence à la pensée d'Althusser. Je n'avais rien contre les adhérents de ce syndicat, mais mon autonomie de pensée et mes propres critères de choix aboutissaient ailleurs.

C'est pour en savoir plus sur la question que je me suis inscrite à partir de 1969 à la Faculté de Vincennes - Paris 8, au cours "Économie et Politique" donné par des économistes marxistes. En effet, je n'avais pas eu besoin du marxisme pour découvrir les injustices, les exploitations et leurs causes, ni pour prendre des engagements en conséquence. En revanche, j'avais constaté qu'en agissant ainsi sans en passer par cette théorie, on était sévèrement combattu par ses adeptes et ceci m'avait été confirmé par des militants ouvriers rencontrés dans le cadre de formations syndicales. Je voulais donc comprendre exactement comment tout ceci s'articulait dans la théorie. Avant d'aborder l'économie proprement dite, ce cours, très bien fait, commençait par cinq séances de philosophie qui s'inscrivaient dans le champ de la théorie de la connaissance. Il était donné par un professeur dont j'ai gardé un excellent souvenir, car avec lui on pouvait avoir des débats contradictoires très intéressants qui animaient le cours. Voici de manière très résumée ce que j'en ai retiré : la position du matérialisme dialectique était démontrée comme seule position réaliste, parce que seule alternative face

à la position idéaliste, effectivement discutable. Dans ce système binaire, vrai/faux, qui opposait le réalisme à l'idéalisme, la position réaliste était assimilée ici au seul matérialisme, alors qu'en fait il y a d'autres options possibles à l'intérieur du réalisme. Mais, affirmer cela, c'est sortir du système binaire vrai/faux qui contraint à un seul choix ; c'est considérer alors le matérialisme comme une position philosophique parmi d'autres, que l'on peut légitimement adopter ou refuser, mais qui ne peut prétendre à un statut de vérité scientifique incontournable. Les développements qui en découlaient, nombreux et complexes, m'ont fait également percevoir que ce statut scientifique, donné à la philosophie marxiste, change radicalement les repères de la pensée et explique pour partie des positions parfois peu compréhensibles vues de l'extérieur. Enfin, ce mode de pensée donne à l'esprit une sécurité extraordinaire. C'est en même temps une base forte de pouvoir idéologique puisqu'une position scientifiquement démontrée ne comporte pas d'alternative et n'est pas de l'ordre du choix. Après la philosophie, nous avons travaillé sur des textes du Capital : je n'y ai pas rencontré de références explicites à cette philosophie, mais j'y ai trouvé des analyses de processus économiques et financiers très poussées et toujours pertinentes aujourd'hui ; toutefois, la compréhension d'une telle approche n'implique pas pour autant l'adhésion à une philosophie particulière. Enfin, durant ces années 70, j'ai suivi divers cours universitaires sur les théories économiques et les politiques agricoles. J'ai comblé certaines lacunes et poursuivi en quelque sorte une formation continue, en cours du soir le plus souvent.

**En 1974 la rue de Lasteyrie ferme et la station déménage au passage Tenaille, dans le 14<sup>e</sup> arrondissement ; est-ce que tu amorces un changement de thématique, de préoccupations ?**

Oui, complètement, encore que le gros travail statistique évoqué précédemment ait été achevé dans ces nouveaux locaux. Mais en même temps, j'ai utilisé les compétences acquises au cours des années précédentes dans ces nouvelles thématiques. L'occasion du changement s'est présentée lors d'un appel d'offre de la DGRST concernant l'avenir social, économique et écologique de trois petites zones d'écosystèmes prairiaux d'altitude : les Dômes, le Briançonnais et la zone centrale du Parc National des Cévennes, créé en 1970, où est inclus le Causse Méjean (sud Lozère). Un peu plus tard, cette demande a été étendue à la Margeride (nord Lozère). Ce projet s'inscrivait dans le cadre plus général de l'intérêt pour les zones agricoles à faible productivité et pour la gestion des ressources renouvelables. Dans la zone du Parc National des Cévennes, le Causse Méjean a été retenu, car il était facile à délimiter écologiquement et avait une histoire assez spécifique. Par ailleurs, des spécialistes des sciences de la nature avaient déjà entrepris des recherches dans cette zone du Parc sur l'élevage ovin et sur les pelouses à usage pastoral.

André Brun a pris en charge ce programme caussenard de la DGRST. Je me suis aussitôt proposée pour y participer, car une dizaine d'années auparavant j'avais eu l'occasion de travailler en Lozère sur ces problématiques. De plus, j'avais beaucoup apprécié André Brun comme chef d'équipe lors de mes débuts à l'INRA. Jean-Paul Chassany, économiste, et Pierre-Louis Osty, agronome au département SEI devenu plus tard le SAD (Systèmes Agraires et Développement), ont rejoint également André Brun. En prévision de futurs échanges avec des biologistes, le

groupe a fait appel à Bernard Naert, pédologue et spécialiste de la photo-interprétation au Service d'Études des Sols à l'INRA de Montpellier pour une application de la télédétection à l'inventaire des ressources naturelles du Causse Méjean. Cette équipe a eu pour principe de fonctionnement la pluridisciplinarité. D'ailleurs, les responsables des quatre programmes DGRST, André Brun (Causse Méjean), Raphaël Larrère (Dômes), Denis Poupardin (Briançonnais) et Olivier Nougarede (Margeride), ont intégré à cette même époque la station pluridisciplinaire "Forêts et Environnement" d'Orléans. Notre équipe du Causse Méjean se réunissait régulièrement pour faire le point sur l'avancement de nos dossiers, confronter nos questionnements et articuler ensemble nos champs respectifs d'étude. Nous faisons du travail de terrain individuellement, mais aussi en commun comme c'était le cas pour les enquêtes auprès des agriculteurs.

**Comment avez-vous défini votre problématique ?**

Nous avons choisi d'étudier cette petite région sous l'angle de la vie des hommes, en corrélation avec les espaces qu'ils habitent. En effet, dans ces zones dites à l'époque "marginales", dépeuplées et sous-équipées, les divers problèmes sociaux, économiques, techniques, ne pouvaient guère être appréhendés séparément tant ils étaient étroitement imbriqués les uns dans les autres. Nous avons considéré que l'évolution des écosystèmes d'un territoire et l'évolution des formes de société qui l'ont mis en valeur à travers des processus techniques sont intrinsèquement liées : de ce fait, l'état présent d'un territoire est le produit à long terme de ces évolutions croisées, socio-économiques, techniques et écologiques. La compréhension de cet ensemble nécessite donc la prise en compte de l'histoire de la région sur la longue durée. Cette approche, empruntée au géographe Georges Bertrand, ouvrait sur le dialogue avec les disciplines biologiques ; elle nous situait aussi dans l'optique du programme MAB (Man and Biosphere) de l'UNESCO auquel s'est relié par la suite le programme PIREN Causses - Cévennes du CNRS. Nous avons donc intégré dans notre étude des approches historiques, à savoir : l'histoire longue agro-écologique, traitée par Jean-Paul Chassany, l'histoire plus récente du peuplement et de la mise en valeur du territoire depuis le milieu du 19<sup>e</sup> siècle - dont je fus chargée - et la genèse des structures actuelles et de la relation propriété - exploitation depuis la crise des années 50 - thème d'André Brun - Enfin, l'étude exhaustive et détaillée des élevages ovins, activité principale du plateau, menée par Pierre-Louis Osty, comprenait aussi des éléments portant sur l'histoire des exploitations.

Avant de nous lancer dans les enquêtes, nous avons d'abord passé un mois sur le terrain, à la fin de l'été 1974, à parcourir le Causse en tous sens, observant ses différents aspects et nous efforçant d'en lire les paysages en fonction de notre problématique. En même temps, nous avons recherché des sources de documentation concernant cette histoire longue du territoire et son environnement économique régional, auprès de diverses institutions locales et régionales (DDA, services forestiers...). Enfin, nous avons toujours envisagé les divers aspects de la réalité socio-économique locale dans ses relations et interdépendances avec la société globale. À partir de là, notre recherche a débouché sur l'ensemble des fonctionnements socio-économiques et sur les politiques agricoles, tant française qu'euro-péenne. Ceci était une approche novatrice qui ne ressemblait en rien à une monographie close sur elle-même, comme étaient



Causse Méjean : ambiance d'enquêtes en hiver, 1975.

parfois qualifiées ces nouvelles approches pluridisciplinaires qui n'avaient pas vraiment la cote alors. Ceci a constitué pour moi une bonne initiation à tout un ensemble de questions en matière d'économie rurale et d'agriculture.

Puis, durant l'hiver 1975, notre équipe a entrepris, sous l'égide de Pierre-Louis Osty, l'enquête exhaustive sur l'élevage ovin : producteurs laitiers livrant aux industriels de Roquefort et producteurs de viande d'agneau. Centrée sur les pratiques d'élevage, cette enquête cherchait à saisir les systèmes de relations entre les éleveurs, leurs troupeaux et leur territoire. L'analyse était surtout axée sur le dynamisme et la cohérence des systèmes techniques, leur articulation avec leur environnement et leur adaptation aux fortes contraintes du milieu naturel plutôt que sur des résultats économiques très précis. Les contraintes du milieu physique des grands Causses sont en effet particulièrement sévères. Je les résumerai ainsi : un relief karstique, c'est-à-dire une épaisse table calcaire d'altitude moyenne de 1000 m avec un réseau hydrographique entièrement souterrain, un climat rigoureux montagnard très froid et neigeux l'hiver, méditerranéen sec et chaud l'été, peu de sols cultivables, souvent très minces, pierreaux, et pour les meilleurs, concentrés au fond de dépressions, de vastes espaces de landes d'allure steppique, mais aussi pour une part boisées et embroussaillées. En conséquence, une majorité des exploitations ont de très grandes surfaces, mais avec peu de terres cultivables et des charges de brebis à l'hectare faibles en raison du caractère extensif du pâturage sur les landes. La sévérité de l'ensemble des conditions naturelles impose des contraintes tant aux activités d'élevage qu'à la vie sociale des habitants répartis en une cinquantaine de lieux sur 330 km<sup>2</sup>. Ceci explique que cette région ait connu un exode rural des plus forts et des plus anciens et que la densité de peuplement atteinte en 1975 (1,4 hab/km<sup>2</sup>) était une des plus basses de France.

#### **Quels ont été les outils pour repérer la trajectoire sociale d'un agriculteur et les changements de ses pratiques ?**

Le questionnaire, élaboré par Pierre-Louis Osty et testé auprès d'éleveurs du Causse, visait à un panorama très large des divers aspects de l'exploitation ; il comportait aussi une partie intitulée "D'hier à demain" sur les activités antérieures de l'agriculteur, ses conditions d'installation (terres, cheptel, ...) et ses pratiques antérieures, en particulier sa conduite du troupeau ; un point était fait sur l'exploitation dix ans auparavant, soit en 1965. Certains agriculteurs ont ainsi donné une monographie de leur exploitation, détaillant l'histoire des pratiques d'élevage et d'utilisation du territoire jusqu'à la génération de leurs parents.

#### **En quoi a consisté ton apport spécifique dans la problématique de l'équipe ?**

J'ai utilisé ici mes acquis en matière foncière et démographique : il s'agissait de mettre en relation l'utilisation agricole du territoire caussenard avec l'évolution démographique et les changements intervenus dans l'économie locale depuis le 19<sup>ème</sup> siècle, le tout resitué dans le contexte régional des hauts plateaux agro-pastoraux du Massif central. Pour cela, j'ai beaucoup utilisé les données des archives départementales et locales, en particulier les cadastres et les bordereaux détaillés par lieux-dits des anciens recensements. J'ai pu ainsi retracer en détail l'évolution démographique du plateau du Méjean, dans son ensemble comme dans ses divers lieux de peuplement, et

la mettre en parallèle avec les changements dans les natures de cultures relevées aux cadastres. J'ai détaillé ces processus sur trois lieux situés dans chacune des trois grandes zones écologiques du plateau : le causse boisé, partie la plus basse au climat relativement clément mais très embroussaillée, avec des terres cultivables de moindre qualité ; le causse haut, d'allure steppique et au climat plus rude, où prédominent les pelouses d'altitude de bonne qualité pastorale et d'assez bonnes terres labourables mais très réduites en surfaces, enfin la dépression fertile du centre, seule zone constituée d'une étendue de bonnes terres. Pour éclairer ces données du passé, j'ai interviewé d'anciens agriculteurs sur leurs connaissances de la vie locale et des pratiques agricoles qui remontaient en général jusqu'au début du 20<sup>ème</sup> siècle. J'y ai aussi intégré le travail d'un jeune agriculteur sur l'évolution de l'espace et des exploitations de son secteur de 1914 à 1975. Enfin, j'ai utilisé des résultats des travaux de télédétection de Bernard Naert concernant le repérage des boisements et des anciennes structures agraires, menés sur des échantillons choisis dans les trois zones écologiques dont je viens de parler.

#### **Quels ont été les résultats de cette étude ?**

Je résumerai très sommairement les grandes lignes de cet ensemble de travaux. La question posée par le contrat, concernait l'avenir de telles zones à écosystèmes prairiaux, et à faible productivité. Selon une étude de l'INED de 1947, le plateau du Méjean était considéré comme voué à terme au reboisement total en raison de son extrême dépeuplement. Durant la décennie 1950-60, cette société était en pleine crise, et d'ailleurs un certain nombre de reboisements y avaient été réalisés. Mais au milieu des années 70, on y trouvait une majorité d'exploitations de grande taille et très mécanisées, tenues pour beaucoup par de jeunes agriculteurs. Toutefois, un certain nombre de chefs d'exploitation, jeunes ou âgés, étaient célibataires du fait d'un exode plus important des femmes.

En résumé, 75 troupeaux d'ovins, soit 18 500 brebis, tiraient parti de ces espaces considérés comme de peu de valeur, sous un climat rude et avec une densité de 1,4 habitant au km<sup>2</sup> ; or, on considérait à l'époque qu'en dessous d'un certain seuil démographique (10 hab./km<sup>2</sup>, bien dépassé dans ce cas-là), il n'y avait plus de vie sociale possible. Les conduites de troupeaux variaient selon les zones écologiques. En gros, les producteurs de lait de brebis pour Roquefort se situaient à l'ouest, dans la zone boisée et moins rude, ainsi que dans la dépression fertile appelée la Plaine, tandis que les producteurs de viande, dans la partie haute à l'est, élevaient des agneaux derrière les mères au pâturage, et en engraisaient aussi en bergerie. Ces élevages de type extensif et économes en engrais cherchaient à être aussi autonomes que possible en utilisant au maximum les surfaces cultivables pour produire la nourriture hivernale des troupeaux.

La question du renouveau se posait ainsi : comment est-on passé de la "déprime" des années 50-60 commune aux régions montagneuses déstructurées par un exode massif et la régression de leur économie, à cette situation nouvelle ? Plusieurs facteurs ont joué : à l'origine, la décision collective de plusieurs jeunes couples d'agriculteurs, formés à la JAC (Jeunesse Agricole Chrétienne) et au CDJA (Centre Départemental des Jeunes Agriculteurs) de rester sur le Causse et de s'y installer comme éleveurs, avec un projet solidaire de développement et

de modernisation. Un groupement de vulgarisation agricole (GVA), devenu plus tard groupement de développement agricole (GDA) s'est créé, auquel a été adjoind un technicien agricole, Michel Galibert, qui fut en même temps un animateur social hors pair. Parallèlement, il y a eu un effort très important de l'État et des services départementaux en matière d'équipements publics qui faisaient gravement défaut : routes goudronnées, téléphones, adduction d'eau (en 1964), ainsi que des aides à la modernisation des structures foncières et des bâtiments. La présence de grandes structures d'exploitations et la mécanisation que permettait le faible relief, ont complété cet ensemble de conditions ouvrant sur un avenir agricole viable.

Enfin, au moment de la création du Parc National des Cévennes, en 1970, l'association "Le Méjean" s'est constituée et a pris en main le développement du tourisme local sur le plateau. Cette association dynamique, regroupant une grande majorité des habitants, a pris aussi en charge l'animation de divers secteurs de la vie sociale. Dans le faisceau des facteurs qui ont concouru au renouveau, je pense que le projet collectif de vivre sur le Causse de ces jeunes éleveurs issus de la JAC a été le pivot central autour duquel se sont enclenchées les autres dynamiques : sans acteurs sociaux animés d'une forte volonté de vivre sur un lieu, les aides à elles seules n'auraient pu créer une telle dynamique. J'ai d'ailleurs eu, par la suite, l'occasion de constater l'importance de tels facteurs dans d'autres contextes, au Québec.

**Cette opération sur le Causse a duré très longtemps, ce qui a été exceptionnel je pense ?**

Non, je ne le pense pas : il y a eu le cas de la commune de Plovezet en Bretagne, où une équipe de chercheurs a mené un travail pluridisciplinaire durant une vingtaine d'années. En ce qui concerne ce premier programme caussenard, mené par une petite équipe INRA, il me semble que quatre ans de travaux ne constituent pas une durée excessive. Par la suite, il y a eu retour sur cette zone, comme on le verra plus loin, mais dans un nouveau cadre : le programme PIREN (Programme interdisciplinaire de recherches sur l'environnement) Causse - Cévennes du CNRS, où le Causse Méjean était inclus. Ce nouveau programme visait à terme la mise en place d'un observatoire du changement écologique et socio-économique en lien avec le Parc National des Cévennes. Il s'agissait d'une nouvelle problématique interdisciplinaire qui impliquait l'intervention d'équipes appartenant à diverses disciplines biologiques et géographiques et venant de plusieurs institutions (CNRS, universités...). Ces travaux se sont déroulés sur une dizaine d'années, et là encore, je ne crois pas que ce soit une durée exceptionnelle pour des recherches portant sur les évolutions du milieu naturel telles que la dynamique de la végétation ou l'érosion ; qui exigent de longues périodes d'observation. De même, pour observer certaines données climatiques, une période de cinq ans constitue un intervalle minimum entre les observations en raison des variations annuelles.

**Tu as fait allusion au Québec ;**

**tu y as séjourné et travaillé un certain temps je crois ?**

Oui, et cette expérience a été très importante pour moi à tous points de vue, au-delà des seuls aspects professionnels. À la fin de 1974, j'avais pris la décision de partir pour un an au Canada,



Québec : une ferme dans la région du Témiscouata, années 80.

c'est-à-dire au Québec. J'avais en arrière-pensée l'idée d'émigrer si je trouvais dans cette société ce que je pressentais, à savoir une autre considération pour les femmes et une réelle sociabilité. Sur ce dernier point Paris constituait le degré zéro, du dire même des étrangers que je connaissais. La forme d'exclusion que je vivais à Paris et dans ma profession depuis une dizaine d'années m'avait amenée à cette conclusion. Pour commencer, j'ai décidé de passer trois semaines de vacances au Québec durant l'été 1975, pour tester mes hypothèses et aussi pour explorer les possibilités de travail dans les domaines de recherche où j'avais acquis de l'expérience. J'avais aussi décidé de prendre un navire, cargo mixte ou paquebot, pour aborder le continent, toujours le goût pour la géographie... Le "France" étant hors de portée de mes moyens, j'ai trouvé un paquebot russe, "l'Alexandre Pouchkine", qui faisait Le Havre - Montréal en passant au large de Terre-Neuve et en remontant le Saint-Laurent. Ce voyage, organisé grâce à des amis en relation avec des Québécois, a tenu toutes ses promesses. À partir de Montréal, je suis allée dans le massif des Laurentides, puis en Abitibi jusqu'à la taïga. J'ai séjourné ensuite à Québec, où j'ai pris contact avec le département d'Économie rurale, à la faculté d'Agriculture de l'université Laval. J'ai rencontré le directeur qui a été intéressé par mon *curriculum vitae* et a souhaité que je revienne discuter avec les chercheurs de ce département d'une possible coopération. C'est avec joie que j'y suis retournée l'hiver suivant.

Au cours de cette mission de février 1976, un projet de recherche commun a été mis au point avec monsieur Yvon Proulx, directeur du département d'Économie rurale, sur l'évolution de l'utilisation des terres agricoles et ses conséquences sur le potentiel de production. Ce projet s'inscrivait dans le cadre de la loi de zonage des terres agricoles du Québec, alors en préparation, qui prévoyait de réserver à la seule activité agricole les meilleurs sols du pays, lesquels étaient rares par rapport à sa vaste superficie, majoritairement forestière. Ces sols de qualité se situaient principalement dans la vallée du Saint-Laurent, soumise à un fort impact d'urbanisation. Cette situation laissait craindre, à terme, des conséquences sur la production agricole et sur l'autonomie alimentaire du Québec. Mon travail a consisté en une évaluation, aussi précise que possible, à partir des diverses sources disponibles, de la perte de terres agricoles principalement durant les quinze dernières années, c'est-à-dire à partir de la décennie 60, période charnière en ce qui concerne la modernisation et l'exode rural. L'évaluation statistique s'ac-

compagnait d'une analyse des divers facteurs en cause : exode rural et concentration des exploitations, retour de terres à la forêt, mutations technologiques et intensification des productions, montée des prix due à la spéculation foncière, elle-même liée à l'urbanisation, achats par des non-résidents... Cette évaluation permit une première synthèse donnant des éléments de prévision en fonction des tendances observées. Outre une analyse des nombreux travaux existants sur le thème, cette enquête a nécessité la connaissance des méthodes de classification des sols, l'utilisation des statistiques canadiennes et québécoises ainsi que des enquêtes du ministère de l'Agriculture du Québec. Cette étude a été réalisée au cours de plusieurs missions - dont une de trois mois en 1977 - financées par l'INRA et l'université Laval.

**Est-ce que les recherches que tu as menées au Québec avaient beaucoup de points communs avec ce que tu faisais en Lozère ? Y avait-il des liens entre les deux ?**

Par la suite, oui, mais pas au début, avec ce projet sur les questions foncières. En revanche, je retrouvais là un domaine où j'avais travaillé durant les dix dernières années, à savoir la relation entre problèmes fonciers et démographie, analysée principalement à partir de sources statistiques. Toutefois, dans le cadre de cette recherche, j'ai été amenée à contacter des agronomes et en particulier des chercheurs de la faculté d'Agriculture de l'université Laval qui avaient mené des travaux en vue du développement de l'agriculture locale dans la région du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie (bordure sud de l'estuaire). Grâce à eux, j'ai pris connaissance du plan d'aménagement de l'est du Québec mis en place dans les années 50-60 par le BAEQ (Bureau d'Aménagement de l'Est du Québec), visant à délocaliser les habitants de cette zone rurale classée marginale et considérée comme non rentable. Le refus de ce projet par la population déclencha dans une seconde phase tout un processus de développement local initié à la base par les habitants. C'est là que j'ai découvert des situations et des processus novateurs du même type que ceux que j'avais observés en France et en particulier sur le Causse Méjean. Cette similitude avec le contexte français m'a amenée à étudier sur place ces réalisations québécoises en vue d'une comparaison avec ce type d'expériences en France. Par la suite, mes observations débouchèrent sur une collaboration avec monsieur Normand Seguin, historien à l'université de Trois Rivières, spécialiste des questions agro-forestières et des zones marginales du Québec. En effet, l'est du Québec faisait partie des régions périphériques de colonisation récente (ce terme québécois signifie défriche-

ment de la forêt vierge suivi d'installations agricoles) avec mise en valeur agro-forestière, les paysans étant en même temps bûcherons. Avec la mécanisation du travail en forêt, ce système a éclaté, provoquant l'exode rural et la déstructuration des sociétés locales. Le plan d'aménagement du BAEQ prévoyait la délocalisation progressive des habitants vers des pôles industriels et urbains, impliquant la fermeture complète des villages dans 80 localités, en raison de ce qui était considéré comme la non-rentabilité de ces zones. Ce projet fut fortement contesté par les habitants ; certains avaient à peine fini de défricher leur terre qu'on leur demandait de partir et de plus, les premiers cas de réinsertion en ville avaient été un échec.

Dans les années 60, les habitants obtinrent l'arrêt des mesures de fermeture et dans un deuxième temps ils mirent en place en divers endroits des organismes de développement local de type autogestionnaire pour la création d'emplois, en utilisant au maximum toutes les ressources locales, selon des formules originales et efficaces. Dans ce sens, les études menées par des chercheurs de la faculté d'Agriculture de l'université Laval constituèrent des bases pour ces actions de développement. Toutefois, l'inversion du mouvement de planification - aménager au lieu de déménager selon l'expression de l'époque - et l'obtention d'aides de l'État aux opérations d'aménagement ne se firent pas sans peine ni bagarres avec les pouvoirs publics ! La détermination des habitants était radicale. Tout ceci s'accompagna d'un renouveau de la vie sociale et culturelle dans les années qui suivirent, c'est-à-dire la décennie 70. Je retrouvais là des caractéristiques rencontrées sur le Causse Méjean : déclin historique et désertification de zones périphériques. Puis le réel danger de disparition sociale a enclenché une puissante volonté collective de renouveau. Celui-ci fut initié par les habitants avec la mise en œuvre d'un projet collectif et solidaire pour lequel le facteur éthique joua un rôle très important. Par exemple, des curés de campagne du Bas Saint-Laurent poussèrent énergiquement leurs paroissiens à prendre en main concrètement et solidairement la réalisation de leurs désirs de renouveau. Une forte identité sociale liée à un territoire, se traduisant par le "vouloir vivre au pays", a contribué à l'émergence de projets viables soutenus par des aides publiques en matière d'équipements collectifs. Toutefois, en Lozère, l'aide publique a accompagné les actions de développement rural sans conflits préalables.

Un élément important de la prise de conscience des habitants de l'est du Québec a été le fait que le BAEQ les ait associés aux enquêtes menées dans les villages en vue de leur délocalisation. Cette méthode, où l'institution associe les personnes concernées à une réflexion collective sur un projet à venir, rejoignait mes propres préoccupations éthiques. Il s'agissait d'enquêtes-participation, du style de celles menées en France par le mouvement Économie et Humanisme, dont était issu l'IRFED où j'avais travaillé antérieurement. J'ai pu constater sur ce terrain-là l'efficacité de ce type de méthode, jusqu'à même inverser le but initial d'un programme. Un des aspects inattendus de cette dynamique, et qui me réjouissait profondément, c'est que là aussi les meilleurs pionniers en matière d'innovation se sont avérés être les habitants du fond des forêts canadiennes et des montagnes dépeuplées du Massif central, ceux que l'on attendait le moins, supposés à l'écart des mouvements de modernisation en cours dans la société globale.

Causse Méjean : géographes sur le terrain, années 80.



**Est-ce que l'on peut dire, au fond, que tu as essayé de mettre en œuvre l'expérience acquise à l'IRFED et au Collège Coopératif par des enquêtes - participation ? Le développement et l'animation étaient choses importantes pour toi ?**

Je n'ai pas eu l'occasion dans ma carrière de pratiquer des enquêtes-participation, mais dans l'est du Québec, j'ai pu constater leurs effets. J'ai alors fait une étude pour rendre compte de ces processus d'innovation et de tout ce bouillonnement social : ce à partir d'une large documentation, de sources très variées et d'un certain nombre d'interviews. Je trouvais important de montrer les processus communs à des expériences comme celle du Causse Méjean, si éloignées géographiquement et très différentes par leur taille et leur contexte. Cette problématique a été le sujet de ma thèse. Faute de temps, je n'ai malheureusement pas pu donner toute l'ampleur voulue à ce sujet qui me tenait à cœur, en raison des autres tâches qui m'incombaient par ailleurs, ce qui a limité, à mon grand regret, le temps disponible pour ma thèse. Tout comme à l'époque de mon mémoire en Tunisie, je pensais que mon étude n'apprendrait pas grand'chose qu'ils ne sachent déjà aux acteurs de ces réalisations. Mais une fois que j'en discutais avec des Québécois de cette région et leur disais "Finalement qu'est-ce que les gens peuvent tirer de mon travail ?" ceux-ci m'ont fait la réponse suivante : "Bien sûr, tu ne leur apprends rien en agronomie, mais tu leur fais découvrir, vu par un autre œil, leur propre parcours, leur identité, et ça, c'est fondamental !". Cette réponse venait confirmer mes intuitions tout en me révélant l'impact du regard extérieur sur les acteurs de terrain. Cette découverte m'a délivrée de cette crainte récurrente que mon travail ne soit guère utile.

**En Lozère, tu as fait de l'animation ?**

Je ne sais pas si c'est cela qu'on entend habituellement par animation, mais à la suite de notre étude INRA sur le Causse Méjean, nous avons présenté des comptes rendus avec débats aux habitants. Je me souviens notamment d'une séance où la présentation avait pour support un montage de diapos prises tout au long de nos enquêtes. Il y avait aussi un tableau général de la conduite génétique des différents troupeaux présenté par Pierre-Louis Osty qui a particulièrement intéressé le technicien agricole du GDA (Groupement de Développement Agricole) : cette vue d'ensemble lui apportait à la fois des connaissances et un nouvel éclairage sur son expérience. J'ai pu constater alors qu'il était très enrichissant de présenter aux acteurs locaux de telles synthèses qui donnent les grandes lignes des résultats de la recherche et en même temps apportent un regard extérieur, une vue d'ensemble sur la société et le territoire concernés. Je pense que la seule remise de rapports scientifiques aux instances locales ne produit pas les mêmes effets et ceci pour deux raisons : d'abord les rapports ne sont pas toujours lus et leur forme, répondant à des critères de validation professionnelle, inclut beaucoup de termes scientifiques, ce qui les rend souvent arides pour les non-initiés. Mais surtout, à mon avis, rien ne remplace l'échange et le débat, et je pense que ce sont les chercheurs eux-mêmes qui sont les mieux placés pour transmettre leurs résultats. Néanmoins, il faut tenir compte du fait qu'ils ne sont pas tous forcément intéressés ni préparés à ce genre de communication.

**En quoi consistait ce programme PIREN et quelle a été ta participation ?**

Le PIREN (Programme Interdisciplinaire de Recherches sur l'Environnement) du CNRS, constitué en 1980, concernait divers

domaines scientifiques. Dans le secteur " milieu rural ", soit cinq programmes situés dans diverses régions de France, figurait celui intitulé Causse-Cévennes. La recherche sur ces espaces avait deux buts : l'étude des changements écologiques, économiques et sociaux et de leurs interactions en vue d'une meilleure gestion écologique des ressources ; puis, à terme, la mise en place d'un observatoire du changement écologique et social. Ces deux zones géographiques avaient été choisies en tant que zones de montagne défavorisées et fragilisées, comportant des déséquilibres écologiques et sociétaux importants : tels les risques d'érosion et la très basse densité de population. Le Causse Méjean était partiellement inclus dans la zone centrale du Parc National des Cévennes. Il existait déjà une base de travaux menés par diverses équipes de recherche, dont celles de la cellule scientifique du Parc National des Cévennes située à Florac et de l'INRA (pour le Causse). Notre programme incluait aussi des expérimentations en vraie grandeur, dans six fermes caussenardes, de techniques alternatives, à savoir la fertilisation de terrains de parcours destinés aux ovins comportant une végétation très dégradée. Par définition, ces projets, associant des sciences de la nature et des sciences de la société, étaient interdisciplinaires.

Ceci posait au départ la question de la méthode de travail pour un tel collectif de recherche, car il ne s'agissait pas de juxtaposer les travaux des diverses disciplines concernées, mais d'élaborer une démarche intégrant ces différentes approches de façon à rendre compte des nombreuses interactions entre les composantes du milieu physique et de la société rurale de ces zones. Pour le Causse, le collectif de recherche se composait d'une vingtaine de personnes sous la direction de Marcel Jollivet, directeur du Groupe de Recherches Sociologiques (aujourd'hui le LADYSS) de l'université de Paris 10-Nanterre et coordinateur de l'ensemble du PIREN Causse et Cévennes. Ce collectif incluait des géographes du CNRS et des universités Paris 1, Paris 7, spécialisés en géologie, géobotanique, hydrologie, télédétection... ainsi que des sociologues, une équipe de phyto-écologues du CNRS (Centre Emberger de Montpellier) et l'équipe INRA ayant précédemment travaillé sur le Causse Méjean. Dès le démarrage, nous avons eu des réunions pour nous informer mutuellement de nos travaux et de nos méthodes et nous avons ainsi régulièrement continué, à toutes les étapes, à mettre en œuvre l'interdisciplinarité. Pour déterminer les thèmes les plus importants à traiter, nous avons commencé par rencontrer les divers acteurs sociaux et les institutions concernées dans la région : éleveurs, techniciens, institutions agricoles et forestières, Parc National des Cévennes... Les controverses qui ont eu lieu alors entre ces diverses instances, acteurs locaux, et scientifiques, ont fait apparaître des contradictions. Celles-ci ont été l'occasion d'évoluer vers une meilleure connaissance des milieux physiques et de modifier les représentations que l'on s'en faisait.

Ainsi, la question du risque érosif lié aux défrichements a été centrale dans ces débats car, pour les deux zones concernées (Causse et Cévennes), c'était un lieu privilégié d'interaction entre des pratiques issues de la société locale et les évolutions écologiques. Sur le Causse Méjean, nombre d'éleveurs pratiquaient des défrichements sur landes pour en faire des pacages, des prairies et même des terres de culture. En effet, depuis des années, la pression économique sur les éleveurs ovins les obligeait à sans cesse accroître le nombre de bêtes et à augmenter leur productivité en les nourrissant mieux, ce qui impliquait d'accroître les productions fourragères. Cette intensification avait

entraîné un besoin accru de terres, d'où ces défrichements qui ne portaient pas sur des forêts mais sur des terres abandonnées et des landes embroussaillées, du fait d'un exode rural ancien et massif. Les géographes et techniciens agricoles voyaient dans ces pratiques un risque érosif important. Les agronomes pour leur part n'en étaient pas convaincus et les phyto-écologues pensaient que le peu d'humus, accumulé sur ces landes laissées longtemps en jachère, allait partir rapidement.

À partir de ces controverses sur l'érosion, il s'est dégagé trois programmes pris en charge comme suit : l'équipe de géomorphologie de l'université Paris 7 a pris la responsabilité, sur le Causse, de repérer les différentes formes d'érosion en relation avec la géodynamique de la zone afin de les intégrer à la carte de géomorphologie au 1/25 000<sup>e</sup> qu'elle avait entreprise. L'équipe du laboratoire de géographie physique de Meudon a conduit un programme de mesure du risque érosif sur les terrains concernés. En liaison avec cette équipe, j'ai mené une étude détaillée sur les pratiques de défrichements des éleveurs caussenards. Dans cette recherche auprès des agriculteurs, j'ai intégré certains éléments que m'avaient demandés les géographes concernant les types de sols. En même temps, je les informais des pratiques pastorales et de défrichement. La majorité des agriculteurs du Causse Méjean effectuaient leurs défrichements avec leur propre matériel. Dans certaines zones très embroussaillées, ils faisaient appel à l'ASTAF (Association Syndicale de Travaux d'Aménagements Fonciers) de Lozère pour l'utilisation d'engins lourds (bulldozers avec équipements spécialisés). J'ai mené ce travail en collaboration avec l'ASTAF qui m'a fourni nombre de données sur les techniques de défrichement et leur impact possible en matière d'érosion. C'est là une illustration de ce fonctionnement collectif convergeant autour d'un thème central.

Cette méthode a fait apparaître la diversité des situations concrètes que recélait la notion de défrichement si controversée. En fait, ces défriches portaient aussi bien sur des fonds assez plats que sur des pentes plus ou moins fortes, et, selon que ces terrains étaient laissés à sol nu ou enherbés, piétinés ou non par les troupeaux, soumis à des pluies plus ou moins violentes, le risque érosif variait beaucoup jusqu'à être nul dans nombre de cas. Ainsi, dans ce débat, ceux qui s'affrontaient sur la réalité du risque érosif avaient tous partiellement raison. Toutefois, il fallait pouvoir préciser concrètement les conditions d'apparition du risque ainsi que ses degrés.

Les installations de mesure de l'érosion des géographes avaient été placées sur plusieurs types de pentes et menées sous pluies naturelles et aussi, pour de très petites parcelles, sous pluies artificielles de types et d'intensité variables. Les effets sont très différents selon qu'il s'agit d'une petite pluie fine qui pénètre en profondeur ou des pluies torrentielles qui caractérisent l'automne en climat méditerranéen. Bien que le risque érosif dû aux défrichements se soit avéré relativement limité sur le Causse, ces différentes mesures ont permis de préciser ses conditions réelles d'apparition selon le type de pentes, les données climatiques et les pratiques agricoles appliquées ensuite. Elles ont également permis d'établir les précautions à prendre pour défricher certains versants. Nous avons déjà pu constater, à l'époque, des modifications des pratiques de défrichement telles que le maintien d'arbres sur les pâturages et le remplacement des lames de bulldozers qui raclaient la couche de terre, souvent mince, par des râteliers à arracher les buissons.

Par ailleurs, dans le cadre des expérimentations de fertilisation de parcours pastoraux, en interaction avec les systèmes d'exploitation, j'ai observé les contradictions entre la logique des protocoles scientifiques et celle de la gestion d'exploitation. Ces expérimentations avaient pour but d'améliorer la productivité de landes dégradées depuis des décennies. Leur végétation et leurs sols étaient très appauvris en raison de l'histoire longue agricole de la région (pratiques pastorales, cultures temporaires sans restitution d'éléments nutritifs...). Initiées au domaine INRA de la Fage sur le Causse du Larzac, ces expérimentations avaient été poursuivies dans deux exploitations du Causse Méjean, mais sur de petites parcelles. Dans le cadre du PIREN, ces expérimentations ont été menées en vraie grandeur à l'échelon de l'exploitation, dans six fermes d'élevage ovin pour la viande, dont deux en zone boisée : cinq sur le Causse Méjean et une sur le Causse de Sauveterre. Dans chacune, trois parcs de 5 hectares clôturés ont été constitués pour recevoir une fertilisation au printemps et en début d'automne afin de relancer la dynamique de la végétation. Ces parcs ont été soumis à un pâturage tournant intensif avec charge maximum, soit l'ensemble du troupeau. Cette technique oblige les brebis à manger la totalité des plantes présentes sans trier celles qu'elles préfèrent comme elles le font lorsqu'elles sont conduites sur les landes. À force de trier l'herbe durant des décennies, les bêtes avaient fait régresser petit à petit les meilleures espèces fourragères, ce qui facilitait le développement des moins bonnes. Afin de pouvoir comparer les évolutions, un parc témoin de même dimension, ne recevant aucune fumure, avait été créé à proximité des trois autres. Sur les cinq années d'application du protocole, la seule création des parcs (déboursoisement et pose des clôtures) a pris une année. Ce programme impliquait pour les chercheurs des mesures précises de végétation sur 120 hectares au total, et pour les éleveurs la tenue de carnets de pâturage très détaillés.

Les différences de logiques entre protocole scientifique et pratique des agriculteurs ont conduit à des compromis dans le choix des parcs. Les éleveurs les souhaitaient proches de la ferme, choix qui correspondait à d'assez bons terrains, tandis que les chercheurs avaient besoin de toute une gamme de landes, y compris et surtout les plus dégradées, afin de tester les capacités de remontée biologique et les seuils d'irréversibilité. L'obligation du protocole de pâturer avec le plus grand nombre de bêtes s'opposait à la pratique des éleveurs, à savoir la conduite par lots d'animaux ayant des besoins différenciés. La fertilisation à doses importantes sur des terrains de parcours était totalement contradictoire avec la gestion de ces éleveurs pour qui l'engrais, ou le fumier, était exclusivement réservé aux terres de labour, et à faibles doses. Enfin, la nécessité de fertiliser pareillement toutes les parties des parcs, y compris les plus caillouteuses, allait aussi à l'encontre d'une logique de producteurs recherchant les meilleurs résultats en tenant compte de toutes les contraintes. Un seul des six éleveurs a rompu le contrat en ne respectant pas le protocole : il avait labouré une parcelle d'expérimentation pour y faire du seigle.

Les résultats, au bout de quatre ans, ont été globalement positifs : la reprise de la dynamique biologique a produit au printemps un pic de végétation précoce qui a permis aux éleveurs de ne plus utiliser, en complément des landes, les prairies de fauche. En conséquence, ces dernières ont augmenté leur production de fourrage destinée à l'alimentation d'hiver. Le regain d'automne a aussi été accru. Je n'ai pas eu l'occasion de revenir chez ces éleveurs à la suite de la période des expérimenta-

tions pour savoir quelles ont pu être par la suite leurs pratiques sur ces parcelles. Toutefois, l'un d'eux m'avait fait part de son projet de continuer à fertiliser légèrement les meilleures parcelles afin de conserver les avantages de cette précieuse pousse de printemps, précoce et abondante. Par ailleurs, ces éleveurs pratiquant des systèmes extensifs avaient pour principe l'adaptation permanente de leurs stratégies et relativisaient beaucoup de choses. Ils travaillaient dans des milieux naturels très rudes avec des variations climatiques irrégulières - sécheresse ou froid au printemps pouvant compromettre la pousse de l'herbe pour l'année - et de plus, ils étaient soumis aux aléas des cours de la viande de mouton. L'un d'entre eux disait au technicien qui lui conseillait l'engrais comme supérieur au fumier : "les années humides c'est vous qui avez raison, mais les années sèches c'est moi qui ai raison, car le fumier garde un peu d'humidité à la terre tandis que l'engrais brûle le peu qui pousse". Au printemps, le même éleveur répondait à ma question sur son projet pour le reste de l'année : "vous savez, on est sous le ciel...". Ce propos peut paraître évident ; en fait, il résume pourquoi, parfois, d'autres techniques ayant fait leurs preuves ne sont pas forcément prises en compte, non par routine, mais en raison de logiques propres à l'adaptabilité de ces systèmes extensifs à un contexte souvent difficile et très variable.

Enfin, dans le cadre du PIREN, j'ai aussi participé au programme "Société caussenarde" dirigé par Nicole Mathieu (laboratoire STRATES, CNRS Paris 1, géographie). Il s'agissait d'analyser les mécanismes de l'évolution sociale du Méjean, laquelle allait à contresens de ce que l'on constate généralement dans les zones de très basse densité de population où la vitalité économique et sociale va en diminuant. Or, malgré l'isolement géographique, les conditions de vie difficiles et une des plus faibles densités de France, cette population a surpris par son dynamisme social, sa résistance au dépeuplement, sa capacité à innover et à maîtriser la mise en valeur de son territoire. Nicole Mathieu a étudié très finement la construction, les crises et la continuité dans le temps d'une solidarité et d'une identité collectives basées essentiellement sur le lien social avec le lieu. Elle a réalisé ce travail à partir de documents d'archives - en particulier ceux du Groupement de Vulgarisation Agricole, créé en 1963, et de l'Association "Le Méjean", qui a vu le jour en 1970 - d'interviews et de données d'enquêtes, notamment celle qu'elle a réalisée en 1986 auprès des jeunes de 16 à 35 ans. La nouvelle génération, traversée de conflits et de divergences, qui contestait les parents "pionniers" et militants, n'a toutefois pas rompu la reproduction de cette société. Cette crise de génération a montré la capacité de cette société locale à gérer collectivement ses conflits, à réfléchir sur le choix de son établissement sur ce territoire et à maintenir la conscience du lien social avec le lieu, ce qui constitue la base de son identité. Pour ma part, j'ai fait une mise à jour de la démographie du Causse depuis le recensement de 1975 jusqu'en 1986 - par la suite jusqu'en 1991 - par enquête indirecte auprès de personnes connaissant bien les familles, par exemple les enseignants. Le résultat a fait apparaître une nette reprise démographique sur l'ensemble du plateau.

En 1988, lorsque la première phase de travaux a pratiquement été terminée, il m'avait semblé important, avant de passer à une nouvelle série de recherches, de présenter aux institutions et aux éleveurs avec qui nous avons si longtemps travaillé, une synthèse donnant l'essentiel des résultats. Cette proposition fut retenue par le groupe. L'idéal aurait été de faire un film vidéo,



Noyés dans les brebis...

comme l'avait suggéré une agricultrice : "Devant une vidéo, on peut se réunir pour en discuter, tandis que devant un livre, on est seul", nous disait-elle. Hélas, nous n'en avons pas les moyens. J'ai donc réalisé en collaboration avec Marianne Cohen, géobotaniste à Paris 7, Françoise Hématy, sociologue et adjointe de Marcel Jollivet, et Claude-Michèle Gardien, cartographe, appartenant toutes deux au CNRS, une exposition résumant les neuf programmes réalisés sur le Causse Méjean. Ceux-ci étaient présentés sur de grands panneaux noirs avec deux niveaux de lecture : à la suite du titre figuraient un bref résumé de l'objet du programme, puis des blocs de textes détaillant méthodes et résultats, illustrés par des photos, cartes et graphiques. Cette exposition nous a demandé tout un travail auprès des diverses équipes de chercheurs pour arriver à produire des textes de synthèse très condensés qui ne déforment pas leur pensée et soient en même temps accessibles à un public de scientifiques d'autres disciplines et, plus largement, à un grand public.

La réalisation matérielle de l'exposition a été un lourd travail qui a pu être mené à bien grâce à l'appui de l'Atelier d'Exploration du CNRS à Meudon, chargé à l'époque de la mise en œuvre des expositions scientifiques du CNRS. L'exposition fut inaugurée à la Salle des fêtes du Causse Méjean avec les éleveurs, le GDA, l'Association "Le Méjean" et les institutions de la région. Puis elle a été complétée par de nouveaux panneaux et ensuite je l'ai retravaillée au plan esthétique (composition des panneaux, typographie, nouvelles illustrations, couleurs, ...). Pour cela, j'ai refait toute la maquette avec l'aide de techniciens du Parc National des Cévennes à Florac et elle fut entièrement remplacée sur les panneaux par monsieur Espinasse, responsable du service Communication du Parc. Puis elle fut présentée aux instances départementales à Mende. Par la suite, j'en ai assuré la diffusion et la présentation en divers lieux : INRA (Services Centraux à Paris, Centre de Versailles) CNRS, Palais de la Découverte, Maison des Sciences de l'Homme, université Paris 7, université de Dijon, et enfin UNESCO, car le PIREN Causse-Cévennes avait été classé dans le Programme MAB (Man and Biosphere) de l'UNESCO. À ces occasions, j'ai pu constater que le but initial avait bien été atteint, car cette exposition eut un égal succès dans les instances scientifiques et auprès du grand public. Par la suite, l'exposition fut aussi utilisée par CREASCIENCES - organisme de diffusion de la culture scientifique de l'université Paris 6 - qui l'a faite tourner principalement dans des lycées agricoles. À ce jour, n'étant plus d'actualité, elle demeure néanmoins un document d'archives intéressant.

J'ai peu participé à la phase finale du PIREN, à savoir la mise en place des éléments du suivi des évolutions en vue de l'observatoire du changement écologique et social. Il s'agissait en un premier temps de construire un programme informatique adapté et d'y introduire les données recueillies par les divers programmes de recherche, ce qui ne relevait pas de mes compétences.

#### En quoi ces travaux menés dans le cadre du PIREN différaient-ils de ce que tu avais fait auparavant avec l'équipe INRA ?

Pour moi, la nouveauté essentielle du PIREN a été l'élargissement de la problématique à l'ensemble des interactions entre nature et société, et, par conséquent, l'arrivée de chercheurs de diverses disciplines concernant en particulier le milieu physique. J'ajouterai trois autres points : l'importance du travail méthodologique sur l'interdisciplinarité et sa mise en œuvre concrète, une finalité nouvelle, à savoir la production de données pour une gestion écologique et un suivi des changements, et enfin, les expérimentations d'amélioration de pâturages en vraie grandeur dans des exploitations. Étant donnée mon orientation première en géographie (mon diplôme de l'EHESS était un diplôme de géographie humaine) et mon goût pour les réalités du terrain, je me suis trouvée tout de suite dans mon élément. Mes découvertes dans le domaine des sciences de la nature et l'observation des phénomènes naturels me passionnaient. En voici un exemple : en 1980, il y eut un orage monstrueux sur cette région tel qu'on n'en avait pas vu depuis 1875 ; les géographes ont fait un rapport sur les effets extraordinaires produits dans le relief karstique : une énorme quantité d'eau s'était engouffrée en un temps record dans les réseaux souterrains du calcaire et la pression avait été telle que quarante nouveaux avens, (ouvertures arrivant à la surface du sol) ont littéralement explosé dans les landes, envoyant des jets de boue jusqu'à quatre mètres de hauteur dans les arbres. Des habitants ont témoigné du bruit que faisaient ces courants souterrains déchaînés : "On aurait dit le grondement et les vibrations d'un train express passant sous la ferme !".



Relevé de mesures sur pâturage par une équipe du PIREN.

À travers les nombreux échanges interdisciplinaires du PIREN, je découvrais des problématiques et des méthodes très différentes. J'étais toujours autant intéressée par les relations avec les éleveurs et les divers acteurs sociaux, et par les retombées des recherches sur les pratiques agricoles. Enfin, la prise en compte de l'histoire longue, associée à la lecture des paysages - débutée avec l'équipe INRA - ouvrait des perspectives sur les écarts de fertilité des terres retournées à la lande, selon l'ancienneté de leur exploitation. En effet, dans la région des grands Causses, les anciens systèmes de mise en valeur associaient cultures céréalières et élevage ovin pour la laine, et l'on défrichait régulièrement les landes pour des mises en culture temporaires. Ces terres retournaient ensuite à la lande pour des périodes de longues jachères allant jusqu'à quarante ans. C'est en partie le travail monumental du géographe Paul Marre sur les grands Causses, dans les années 30, qui m'a initiée à la lecture passionnante de ces réalités cachées : le paysage tel qu'on le voit dans ces cas-là, appelé parfois le Far-West français, peut être trompeur, car, spontanément, on pense ces grands espaces dénudés comme étant sauvages ; or, "la charue est passée partout", selon l'expression locale.

#### En 1990, tu te retrouves une nouvelle fois changée d'affectation dans les laboratoires d'Ivry. Changes-tu de sujet ou bien est-ce que tu continues dans la suite logique de ce que tu avais fait précédemment ?

Le changement de lieu impliquait le regroupement de la station ESR de Paris avec celle de Rungis dans les locaux d'Ivry tout neufs et très confortables. Nous avons été regroupés en unités. Je me suis donc retrouvée à l'unité STEPE. À cette même époque, j'ai continué de suivre diverses formations, séminaires et colloques : à l'Association des Ruralistes Français, à l'EHESS (DEA en sciences sociales, séminaire interdisciplinaire "Ruralités contemporaines" ...)

Après avoir terminé les travaux du PIREN, j'ai participé, dans le cadre d'une équipe du laboratoire STRATES (Paris 1/CNRS) à une enquête sur la lecture en milieu rural menée en collaboration avec le Service des études et de la recherche de la Bibliothèque Publique d'Information du Centre Georges Pompidou. Cette enquête exploratoire avait été commandée par le ministère de la Culture. Pourquoi ce choix du milieu rural ? Les grandes enquêtes menées en France sur cette question distinguaient les catégories de lecteurs selon leurs statuts socio-professionnels, mais non selon leur appartenance à des types d'espaces particuliers. Le choix du milieu rural et de ses composantes spatiales impliquait de faire appel à une équipe comprenant des géographes. Les six zones retenues avaient été choisies dans des espaces ruraux de faible densité de population et de modes de vie très différents : Pays de Caux en Normandie, Pays Bigouden (maritime et agricole) en Bretagne du sud, Languedoc viticole, Baronnies (montagnes méditerranéennes de la Drôme), et enfin, dans l'Yonne, une zone de basse densité avec de petits villages agricoles et viticoles et une zone de grande culture. La recherche incluait également tout un travail sur l'offre de lecture : bibliothèques de prêt, bibliobus... J'ai participé à la préparation des enquêtes et à leur réalisation dans la zone des Baronnies, au sud de la Drôme. Les communes retenues étant de très petite taille, il était assez facile de constituer un échantillon représentatif des divers statuts socio-professionnels. Une fois le questionnaire, très complet, rempli, nous demandions dans une interview libre aux grands lecteurs, intéressés par la recherche, de retracer leur parcours d'accès à la lecture et leurs pratiques. Dans chaque région, nous avons rencontré ces grands lecteurs, en très petit nombre certes, ayant eu les parcours les plus variés et les plus inattendus. Souvent, sans autre formation que l'enseignement primaire, ils avaient une culture dont l'étendue dépassait de loin celle des personnes considérées comme lisant beaucoup ! Je citerai deux exemples : un ancien agriculteur spécialiste des auteurs du sud des États-Unis et qui aurait été en bonne place dans un débat à France Culture, et une jeune femme pour qui Freud et Spinoza faisaient partie de ses auteurs habituels. Il serait trop long de traiter ici des résultats de ce travail. Ils ont fait l'objet d'un livre passionnant : "Lecteurs en campagnes". À travers six exemples tirés de la mosaïque géographique et culturelle que constituent les sociétés rurales françaises, apparaissent toute la diversité et la complexité de ces pratiques.

Durant ces années 90, j'ai continué à travailler sur le Causse Méjean, dans le cadre d'un autre programme interdisciplinaire du CNRS (PIR - Systèmes ruraux) dont Marianne Cohen avait la responsabilité. Le thème central portait sur un point crucial de l'économie pastorale caussenarde : l'embroussaillage des espaces pastoraux, traité en interaction avec les représentations

sociales et les pratiques des éleveurs. Dans ce cadre, Marianne Cohen avait entrepris avec ses étudiants une recherche sur la dynamique du paysage et de la végétation à partir de la comparaison de photos aériennes des années 1960 à 1992, dans trois zones échantillonnées sur le Causse. Nous avons ensuite fait ensemble une série d'enquêtes pastorales auprès des éleveurs résidant dans ces zones, pour mettre en rapport, par la cartographie, l'évolution de ces pratiques et les résultats observés par photo dans la dynamique de la végétation au cours de cette période de trente ans. Ce programme de trois ans faisait appel, comme le précédent, à des géographes de Paris 7, des chercheurs du LADYSS (CNRS), de l'INRA - SAD de Toulouse et du laboratoire APSONAT du Muséum d'Histoire Naturelle.

Enfin, en 1996, j'ai commencé à mettre en place le processus de mon départ en province. Cela faisait longtemps que je voulais quitter Paris. À une époque, j'avais espéré pouvoir m'insérer au département SAD (Systèmes Agraires et Développement), qui s'était organisé sur des bases interdisciplinaires et regroupait des domaines expérimentaux de l'INRA. Mais il fallait pour cela qu'il y ait un poste disponible (chose rare...). En même temps, il fallait que les thèmes de mes travaux s'articulent avec ceux d'une équipe du SAD, ce qui n'allait pas non plus de soi.

Ayant acquis depuis quelques années une maison dans la Drôme, à proximité de l'Ardèche, j'ai appris l'existence, à 45 km de chez moi, du domaine Olivier de Serres (lycée agricole d'Aubenas) où venait de s'implanter le CERMOSEM (Centre d'Études et de Recherches sur les Montagnes Sèches Méditerranéennes), un laboratoire de géographie de l'université Joseph Fourier de Grenoble. Après une première prise de contact lors d'un colloque, j'ai rencontré le directeur du CERMOSEM, Hervé Gumuchian, et son équipe afin de mettre au point les bases d'une collaboration. La direction générale de l'INRA m'accorda, à partir de juillet 1997, une mise à disposition pour deux ans, jusqu'à la date de ma retraite. À mon arrivée, le Parc Naturel des Monts d'Ardèche commençait à se mettre en place. Diverses études étaient en cours ainsi que le processus de consultation des populations et instances diverses concernées. Des travaux sur l'application des mesures agri-environnementales de la PAC, dites "article 19", étaient également en cours. Je me suis intégrée dans ces recherches, apportant mon concours à divers niveaux, y compris des aides ponctuelles aux étudiants présents (thèses, DEA). En outre, j'ai participé, pour une part importante de mon temps, à la revue du CERMOSEM "Montagnes Méditerranéennes" laquelle était en relation avec diverses universités françaises et étrangères situées dans cette aire géographique, allant du Maghreb à l'Europe du sud-est. Cela a été l'occasion d'avoir une large vue sur nombre de questions et publications ainsi que des contacts intéressants avec des chercheurs et enseignants de divers pays. Il y avait beaucoup de mouvement dans ces lieux et j'appréciais particulièrement l'ambiance de jeunesse qui régnait grâce à la présence des étudiants du CERMOSEM (les thésards avaient des bureaux sur place, certains logeaient dans les gîtes que le domaine mettait à disposition) et de nombreux stagiaires, - étudiants néo-ruraux en voie d'installation, agriculteurs - fréquentaient le site. Ce dernier comportait, entre autres, la ferme caprine de référence de la région Rhône-Alpes et sa fromagerie, une unité de vinification, un CFPPA (Centre de Formation Professionnelle Pour Adultes) pour l'élevage du gibier. Il y avait également : un centre culturel qui organisait notamment des activités estivales très appréciées du grand public, l'association ASFODEL pour la for-

mation des néo-ruraux en voie d'installation et une unité d'élevage de vers à soie sélectionnés. Ce vaste ensemble occasionnait de fréquents passages de visiteurs venant d'un peu partout et avec qui on avait l'occasion de discuter ; le CERMOSEM avait des liens particuliers avec les universitaires marocains, en raison d'une participation commune à un programme de recherche sur le développement touristique des montagnes. En résumé, il y avait beaucoup de vie, et la majorité des personnes que j'ai rencontrées dans le cadre du CERMOSEM apparaissaient très motivées par leurs projets, parfois même avec un esprit pionnier et ce malgré des moyens limités et des déplacements à longue distance tant pour les enseignants que pour les étudiants (plus de deux heures de route en moyenne pour venir de Grenoble). J'ai vraiment beaucoup apprécié toute l'équipe du CERMOSEM ainsi que les personnels du domaine avec qui j'étais en contact : j'ai passé là, sur le domaine d'Olivier de Serres, le premier agronome de France, deux années heureuses. J'avais toujours rêvé de travailler dans le cadre d'un grand domaine agricole de la recherche, et voilà que cela m'était offert "sur un plat d'argent" pour ma fin de carrière ! Après mon départ en retraite j'ai gardé des liens d'amitié et j'ai participé à des colloques pour le plaisir de retrouver ces relations.

**Peux-tu maintenant parler un peu du déroulement de ta carrière, car tu n'en as pas beaucoup parlé ?**

**Les problèmes de tes débuts se sont-ils poursuivis ?**

Oui, un certain temps... Je suis entrée à l'INRA sous-classée sur un poste 2B de technicien (aujourd'hui AI, assistant ingénieur), avec un diplôme donnant droit à un poste 1B (correspondant au corps des ingénieurs d'études). Il m'a été dit, selon la règle, que le prochain poste 1B qui s'ouvrirait devait m'être attribué. À deux reprises, un poste 1B fut disponible et ne me fut pas attribué. Je l'apprenais toujours après coup. Le directeur de la station étant à la fois chef du département ESR, c'est lui qui, à ce titre, répartissait les postes affectés à l'ESR entre les différentes stations, dont la sienne, et j'ai su tardivement qu'il a veillé au blocage de ma carrière tant que cela lui a été possible, c'est-à-dire jusqu'en 1974. Mes activités syndicales à la CFDT étaient la cause principale de ce blocage. J'ai également appris que le chercheur, secrétaire de la section CGT de la station, avait connu lui aussi ce type de difficultés. En 1971, j'ai décidé de me présenter au concours d'assistant. J'ai alors appris que c'était nettement déconseillé lorsqu'on venait du cadre technique où l'on n'était pas supposé faire de la recherche. Dans ces fonctions on pouvait avoir des qualifications extrêmement poussées donnant droit à des postes élevés dans le cadre des ITA (ingénieurs, techniciens et administratifs) impliquant le maniement de techniques très sophistiquées, mais on ne devait pas y faire de recherche. Celle-ci, réservée aux scientifiques, consistait essentiellement à comprendre les phénomènes et les liens existant entre eux. L'ingénieur devait donc fournir au chercheur tous les éléments pour ce travail, et surtout ne pas sortir de sa fonction subalterne. À travers cela, c'était bien de hiérarchie et de pouvoir qu'il s'agissait. Je me suis dit alors qu'il me faudrait désormais me retenir de penser ! Cette différenciation des fonctions techniques et scientifiques pouvait avoir un sens dans le cadre de disciplines relevant de la biologie, où la conduite d'expériences avec manipulations importantes, nécessitait de lourds appareillages, mobilisant beaucoup de compétences techniques, mais pas en sciences sociales. Dans ce domaine, il n'est guère possible d'établir de telles barrières, si tant est que l'on



Une enquête en 403 sur le Causse Méjean, 1993.

Photo : Martin de la Soudière

puisse définir l'activité du scientifique de façon aussi réductrice. À cette époque, en Économie rurale, la hiérarchisation décrite ci-dessus était une cause récurrente de conflits entre les ingénieurs qui faisaient de la recherche et certains scientifiques. Pour en revenir au concours d'assistant, tout cela ne m'a pas empêchée de m'y présenter, et par chance le thème à traiter "théorie et observation" relevait du champ que je venais d'étudier à la faculté de Vincennes dans la partie philosophique du cours d'économie politique. J'ai donc fait une très bonne prestation au dire d'André Brun et à l'étonnement visible du jury... Je me souviens aussi que, lors de la discussion sur mon dossier de travaux, l'inspecteur général qui présidait, monsieur Février, avait scandé : "Tout ceci ne correspond pas du tout à ce que nous savions de vous !". Je ne m'attendais pas à avoir l'unique poste de ce concours, mais au moins à être classée, c'est-à-dire mise sur liste d'attente pour le prochain poste d'assistant qui serait attribué à la station. Pour cela, il fallait avoir une évaluation qui ne soit pas inférieure à une certaine note. Or, je me suis retrouvée avec une note tout juste en dessous de celle donnant accès au classement...

Une douzaine d'années plus tard, il a été demandé aux ingénieurs qui faisaient de la recherche de se présenter à un concours de chargés de recherche, avec deux postes à l'affiche. Pour en finir avec toutes ces histoires, j'ai accepté de passer ce concours, car étant ingénieur 1B depuis 1974 je n'avais aucun désir d'entrer dans un corps où je n'étais pas vraiment la bienvenue. À ce concours-là, le barrage fut encore plus net. En effet, vu que tu avais alors été mon rapporteur, tu m'as dit que j'avais fait le meilleur oral et que j'avais un bon dossier. Je pouvais donc m'attendre à obtenir au moins une seconde place. Or, après avoir classé premier un candidat, le jury me déclara "ex-aequo" avec une autre personne. Cette stratégie empêchait l'attribution du deuxième poste, lequel fut retiré du concours et remis en lice l'année suivante. Je fus donc exclue en dépit de mes bons résultats. Cette fois, le procédé était très gros et cela fit quelque peu scandale, discrètement toutefois, dans la maison. À cette occasion, j'ai vraiment compris que, au cours des années 80, le fait d'être une femme, qui plus est autonome dans le travail et pis encore dans les engagements syndicaux, c'est-à-dire de type politique, était rédhibitoire pour une grande partie de ce milieu.

À cette même époque, j'ai eu également quelques difficultés avec le directeur de la station au sujet des appréciations qui avaient été portées sur mon travail lors d'une notation annuelle, mais cette fois la situation a tourné à mon avantage. C'est cette année-là, je crois, que j'avais effectué le plus d'heures supplémentaires. Étrangement, le responsable hiérarchique avait considéré que je n'étais vraiment pas occupée à plein temps ! Je dois préciser que c'était l'année où l'exposition sur le programme PIREN était en bonne place dans mes activités. Comme je l'ai dit précédemment, celle-ci exigeait énormément de temps et n'était aucunement considérée par la majorité des scientifiques. Or, suite à cette mauvaise notation, la commission paritaire a étudié mon dossier et découvert que mon avancement était en panne depuis un certain nombre d'années déjà, ce qui apparaissait injuste en regard de mon implication dans mes activités professionnelles. Elle m'a alors accordé un avancement de grade. Je dois préciser, à propos du PIREN, que mon choix de travailler dans une équipe pluridisciplinaire dirigée par Marcel Jollivet déplaisait fortement à certains, très opposés à cette approche et à ces méthodes. Toutefois, j'en profite pour

dire, au passage, qu'il a été la personne qui m'a le plus appris au plan des méthodologies scientifiques grâce à sa pratique très élaborée de l'interdisciplinarité.

Voilà pour l'histoire de ma carrière. Certes, celle-ci peut ne pas apparaître comme telle selon les normes du milieu, mais cela ne m'a guère chagrinée. J'ai très bien vécu en ingénieur 1B, j'ai pu réaliser beaucoup de projets intéressants et stimulants. En revanche, ce qui a été usant au possible, c'est ce que j'appellerais aimablement "la machine à empêcher de travailler" : conflits divers, déménagements de bureau parce que quelqu'un convoite le vôtre, problèmes syndicaux, petits tours pendards d'ordre administratif..., difficultés sans cesse renouvelées, avec toutefois une nette accalmie les dernières années. Mais en contrepartie, je tiens à citer tous les aspects, secondaires certes mais ô combien positifs, de la vie sociale à l'INRA qu'ont été les activités de l'ADAS - club photo, sorties de plein air, fêtes à diverses occasions, gymnastique... - qui m'ont été une grande source de joies et de bonnes relations humaines. Dans les souvenirs que je garderai, je tiens à citer également la fête du 50<sup>ème</sup> anniversaire de l'INRA, organisée par le centre de Paris au Muséum d'Histoire Naturelle dans la grande salle de l'Évolution, et qui a été quelque chose de magnifique ! Durant mes dernières années de travail sur le site d'Ivry, j'ai beaucoup apprécié mon directeur d'unité, Raphaël Larrère, tant pour la qualité des relations, empreintes de confiance et d'amitié, que pour ses centres d'intérêt en matière de recherches, nature, culture et philosophie. Enfin, pour terminer sur ce thème de la carrière, je tiens à rappeler qu'à chacune de ses étapes, j'ai eu la chance d'avoir des chefs d'équipe de grande qualité, tant humaine que scientifique ; je leur dois d'avoir pu mener à bien ma vie professionnelle, en dépit de toutes les difficultés évoquées précédemment.

#### **Au terme de ce parcours que pourrais-tu dire en conclusion, et quels conseils donnerais-tu à des jeunes ?**

Pour conclure, je dirais que malgré des premières années difficiles le nez dans les chiffres, j'ai fait ce que j'aimais, envers et contre tout. Au fil des circonstances et des décisions qui s'ensuivaient je vois aujourd'hui que j'ai finalement suivi un fil conducteur qui correspondait à mes centres d'intérêt profonds : bien sûr, les réalités de la vie rurale et agricole, mais aussi ce qui est le propre de la géographie, à savoir les relations des êtres humains avec leur espace. En outre, avec le "terrain" à 700 Kms du bureau, et même à 7000 pour le Québec, j'ai eu l'immense plaisir de parcourir sur de longues distances des espaces géographiques très divers. Malgré les difficultés de statut, j'ai participé à des recherches novatrices mettant en jeu la curiosité et la créativité intellectuelles. J'ai même eu l'occasion inattendue d'exercer mes capacités artistiques à l'occasion de l'exposition du PIREN. Aux diverses étapes de ce parcours de vie, cela a été une joie de travailler avec des personnes dont j'ai pu apprécier autant la valeur humaine que les qualités professionnelles : mes collègues et aussi les agriculteurs et autres acteurs sociaux qui ont été nos partenaires durant toutes ces années. Les activités syndicales ont aussi été l'occasion de découvertes et d'enrichissement dans beaucoup de domaines. Quant au conseil que je donnerais à des jeunes, bien que je crois qu'on ne peut guère en donner, je répondrais spontanément : "Menez votre barque, soyez autonomes et ne vous laissez pas dominer intellectuellement !" ▲

#### ITEMS

- Paysan • conditions de vie
- philosophie marxiste
- JAC (jeunesse agricole catholique)
- Tunisie • Tiers-monde • André Brun
- Québec • ovins lait/viande • élevage extensif • expérimentation • Lozère
- Causse Méjean • démographie agricole • problème foncier
- vulgarisation • développement rural
- histoire des systèmes agraires
- érosion • Marcel Jollivet
- pluridisciplinarité • concours
- syndicats CFDT/CGT • mai 68
- ESR • SAD • statistiques • enquête